

## RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2019

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2019, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Les comparaisons détaillées entre 2019 et 2018 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2018 (« données comparables »).

La société commercialise et facture ses logiciels à la fois sous forme de licences perpétuelles, avec leurs contrats de maintenance associés, et sous forme d'abonnement, en particulier pour ses offres logicielles en mode *Software as a Service (SaaS)*. Pour permettre une meilleure comparaison avec les exercices antérieurs, la société a décidé, dès l'exercice 2018, d'inclure dans le montant des commandes de nouveaux systèmes les logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle, assortie d'un contrat de maintenance. Le chiffre d'affaires correspondant aux commandes de logiciels vendus sous forme de licences perpétuelles est enregistré dans la rubrique « Licences de logiciels de CFAO et de PLM » ; les logiciels vendus sous forme d'abonnement génèrent quant à eux du chiffre d'affaires dans la rubrique « Contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM ».

Les tableaux détaillés et les variations à données comparables des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires, ainsi que des comptes de résultats, pour le deuxième trimestre et le premier semestre, figurent dans les compléments d'information au présent rapport, en page 7.

### 1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2019

Avec une parité moyenne de \$ 1,12 / € 1 au deuxième trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 6 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (\$ 1,19 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 1 % par rapport à l'euro.

L'évolution des devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de € 1,2 million (+ 2 %) le chiffre d'affaires et de € 0,7 million (+ 8 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

#### Forte baisse des commandes de nouveaux systèmes

Ce deuxième trimestre a été marqué par le renforcement de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine d'une part, les États-Unis et le Mexique d'autre part, auquel s'ajoutent les craintes d'un ralentissement de la croissance. Cette situation a incité un nombre de plus en plus important d'entreprises à la prudence, sur l'ensemble des secteurs d'activité de Lectra, avec pour effet de réduire ou retarder leurs décisions d'investissements.

Dans ce contexte, les commandes de nouveaux systèmes (€ 26,5 millions) diminuent de 22 % par rapport au deuxième trimestre 2018. À données réelles, elles reculent de 21 %.

Toutes les lignes de produits ont été touchées par l'attentisme des clients : les équipements et leurs logiciels (€ 19,7 millions) sont en retrait de 23 %, les logiciels de CFAO et de PLM (€ 3,8 millions) de 14 %, et la formation et le conseil (€ 2,5 millions) de 27 %.

### Recul du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel

Le chiffre d'affaires s'établit à € 70,2 millions, en recul de 6 % par rapport au deuxième trimestre 2018 (- 4 % à données réelles).

Le résultat opérationnel s'élève à € 9,5 millions, en diminution de 11 % à données comparables et de 3 % à données réelles. La marge opérationnelle est de 13,6 %, en recul de 0,8 point à données comparables, mais en hausse de 0,1 point à données réelles.

Le résultat net s'élève à € 6,9 millions, un niveau stable à données réelles par rapport au deuxième trimestre 2018.

Le cash-flow libre est de € 2,7 millions (€ 5,0 millions au deuxième trimestre 2018).

## 2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2019

### Impact positif de l'évolution des devises

Avec une parité moyenne de \$ 1,13 / € 1 au premier semestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 7 % par rapport au premier semestre 2018 (\$ 1,21 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est apprécié de 1 % par rapport à l'euro.

L'évolution des devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de € 2,9 millions (+ 2 %) le chiffre d'affaires et de € 1,8 million (+ 12 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

### Commandes de nouveaux systèmes

Le premier semestre a été marqué par un attentisme très important de la part de nombreuses entreprises, notamment des secteurs de la mode et de l'automobile, dans un contexte d'incertitude et de crainte. Ce climat défavorable est pour l'essentiel la conséquence de la guerre commerciale entre les États-Unis d'un côté, le Mexique, la Chine et l'Europe de l'autre, et du ralentissement du secteur automobile, en particulier en Chine.

Au total, les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 53,9 millions, en recul de 15 % par rapport au premier semestre 2018 : les nouvelles licences de logiciels de CFAO et de PLM sont stables, les équipements et leurs logiciels reculent de 18 %, et la formation et le conseil de 12 %. Les commandes sous forme d'abonnement, en particulier des nouvelles offres en mode *Software as a Services* (SaaS), représentent 18 % du montant des commandes de logiciels du semestre. Leur valeur annuelle s'élève à € 0,7 million (€ 0,5 million au premier semestre 2018).

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes de nouveaux systèmes augmentent de 27 % en Asie-Pacifique (malgré un recul de 17 % en Chine), mais diminuent de 19 % en Europe et de 60 % dans les Amériques. Elles progressent de 38 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...).

Les commandes de nouveaux systèmes sont en retrait de 17 % dans la mode et de 25 % dans l'automobile, mais progressent de 53 % dans l'ameublement. Dans les autres industries, elles diminuent de 31 %. Ces marchés ont représenté respectivement 51 %, 29 %, 16 % et 4 % des commandes de nouveaux systèmes du semestre.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires atteint € 137,2 millions, en recul de 4 % à données comparables et de 2 % à données réelles.

Le chiffre d'affaires progresse de 4 % en Asie-Pacifique. Il diminue de 5 % en Europe et de 19 % dans les Amériques. Dans les pays du reste du monde, il augmente de 32 %. Ces régions ont représenté respectivement 28 %, 40 % (dont 7 % pour la France), 24 % et 9 % du chiffre d'affaires global.

### *Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents*

Le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents (€ 53,5 millions) diminue de 16 %. Il représente 39 % du chiffre d'affaires global (44 % en 2018) et comprend principalement :

- les licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 7,4 millions), qui diminuent de 6 % et contribuent à hauteur de 5 % au chiffre d'affaires global (6 % en 2018) ;
- les équipements et leurs logiciels (€ 38,7 millions), qui reculent de 19 % et représentent 28 % du chiffre d'affaires global (33 % en 2018) ;
- la formation et le conseil (€ 6,3 millions), qui sont en baisse de 6 % et représentent 5 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2018).

Au 30 juin 2019, le carnet de commandes des licences de logiciels, des équipements et de la formation et du conseil s'élève à € 21,2 millions :

- la part relative aux licences de logiciels de CFAO et de PLM (€ 1,3 million) ne comprend pas les logiciels vendus en mode abonnement et ne peut donc pas être comparée aux chiffres des périodes précédentes ;
- la part relative aux équipements et leurs logiciels ainsi qu'à la formation et au conseil (€ 19,9 millions) diminue de € 0,4 million par rapport au 31 décembre 2018, à données comparables, et de € 0,3 million à données réelles. Par rapport au carnet de commandes au 30 juin 2018, elle baisse respectivement de € 2,5 millions et € 2,4 millions à données comparables et à données réelles.

### *Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces*

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 83,7 millions) augmente de 5 % (+ 7 % à données réelles). Il représente 61 % du chiffre d'affaires global (56 % en 2018).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 35 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 47,9 millions, en progression de 5 % :

- les contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM s'établissent à € 0,4 million (€ 0,2 million en 2018) ;
- les contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM (€ 19,1 millions), en hausse de 2 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires ;
- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (€ 28,4 millions), en croissance de 7 %, représentent 21 % du chiffre d'affaires.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 35,8 millions) augmente de 5 % et représente 26 % du chiffre d'affaires global (24 % au premier semestre 2018).

## Marge brute

La marge brute s'élève à € 100,1 millions, en baisse de € 2,8 millions par rapport à 2018.

Le taux de marge brute s'établit à 73,0 %, en augmentation de 1,0 point par rapport à celui du premier semestre 2018 (+ 1,4 point à données réelles), essentiellement du fait de l'évolution du mix produit.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

### Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 82,7 millions, en diminution de 2 % par rapport à 2018. Ils se décomposent comme suit :

- € 75,3 millions de frais fixes (stables) ;
- € 7,4 millions de frais variables (- 16 %).

À données réelles, les frais généraux sont en retrait de 1 %.

Les dépenses de recherche et développement (€ 16,1 millions), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 11,7 % du chiffre d'affaires (€ 15,6 millions et 11,1 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2018). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent € 11,1 millions (€ 11,2 millions en 2018).

### Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 17,4 millions. Par rapport au premier semestre 2018, il diminue de € 1,4 million (- 8 %) à données comparables, mais augmente de € 0,4 million (+ 2 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 12,7 %, en diminution de 0,5 point à données comparables, mais en progression de 0,6 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,2 million. Le résultat de change est négatif de € 0,4 million.

Après une charge d'impôt de € 4,2 millions, le résultat net s'élève à € 12,6 millions, en augmentation de € 0,4 million (+ 3 %) à données réelles.

Le bénéfice net par action est de € 0,40 sur capital de base et € 0,39 sur capital dilué (€ 0,39 et € 0,38 respectivement au premier semestre 2018).

### Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 12,5 millions. Il était de € 7,5 millions au premier semestre 2018.

Cette progression provient notamment d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 2,4 millions au premier semestre 2019, alors qu'il avait augmenté de € 1,6 million au premier semestre 2018.

### Structure financière

Au 30 juin 2019, les capitaux propres s'établissent à € 172,0 millions (€ 170,4 millions au 31 décembre 2018).

La société n'a pas de dette financière. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 104,0 millions (€ 102,2 millions au 31 décembre 2018), après paiement le 7 mai du dividende de € 12,8 millions (€ 0,40 par action) au titre de l'exercice 2018.

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 14,1 millions. Il comprend la partie encaissable à moins d'un an (€ 5,7 millions) de la créance de € 21,4 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2015, la partie à plus d'un an étant comptabilisée dans les autres actifs non courants du bilan (cf. note 6 de l'annexe au présent rapport). Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés de l'année, sont remboursés à la société par le Trésor public français au cours de la quatrième année suivant celle de leur comptabilisation.

### **3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE**

#### **Évolution du capital**

Au 30 juin 2019, le capital social est de € 32 025 967, divisé en 32 025 967 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, il a été augmenté de € 179 210 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 1 366 782) par la création de 179 210 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

#### **Principaux actionnaires**

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- Daniel Harari détient 17 % du capital et des droits de vote ;
- Kabouter Management LLC (États-Unis), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote ;
- Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

#### **Actions de la société détenues en propre**

Au 30 juin 2019, la société détenait 0,05 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

#### **Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange**

Au 30 juin 2019, le cours de Bourse (€ 22,55) s'est inscrit en hausse de 24 % par rapport au 31 décembre 2018 (€ 18,18). Sur le premier semestre, son plus bas a été de € 17,84 le 4 janvier et son plus haut de € 24,00 le 13 mars.

Sur les six premiers mois de 2019, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont respectivement progressé de 17 % et 14 %.

Depuis le 23 avril 2018, Lectra fait partie des 40 valeurs composant l'indice Euronext EnterNext® Tech 40 Index.

Le nombre d'actions échangées sur Euronext et sur les autres plateformes de cotation au cours du premier semestre (6,9 millions) est en baisse de 32 % par rapport au premier semestre 2018. Les échanges réalisés sur Euronext représentent 33 % du total des échanges au premier semestre 2019 (28 % au premier semestre 2018).

### **4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN**

La société a annoncé le 15 juillet l'acquisition de la société belge Retviews (*cf.* communiqué du même jour).

### **5. CALENDRIER FINANCIER**

Les résultats financiers du troisième trimestre 2019 seront publiés le 30 octobre, après la clôture d'Euronext Paris.

## 6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier du 12 février 2019 et son rapport d'activité 2018, auxquels il convient de se référer, la société a développé sa vision de long terme et ses perspectives pour 2019.

Lectra a abordé 2019 avec des fondamentaux opérationnels et une structure financière particulièrement solides, une nouvelle organisation de ses filiales et un Comité Exécutif renforcé. Elle a fortement enrichi son offre de produits et de services en 2018, avec de nouvelles solutions innovantes permettant à ses clients de mettre en œuvre les principes de l'Industrie 4.0. Déployées de manière progressive, elles seront disponibles dans le monde entier avant fin 2019.

### Perspectives 2019 revues en baisse

La société s'est fixé, en début d'année, pour objectifs de réaliser en 2019 une croissance du chiffre d'affaires comprise entre 3 % et 7 % à données comparables, avec un résultat opérationnel courant en diminution de 4 % dans l'hypothèse basse de croissance du chiffre d'affaires et en progression de 4 % dans l'hypothèse haute.

Le retard du premier semestre sur les commandes de nouveaux systèmes, par rapport aux attentes de la société, ne lui permettra pas de réaliser ses objectifs en 2019, d'autant que cette faiblesse des commandes pourrait perdurer. Dans ce contexte, la société anticipe désormais une baisse de 1 % à 5 % du chiffre d'affaires et de 4 % à 14 % du résultat opérationnel courant, à données comparables.

À la date du présent rapport, la visibilité demeure très faible. Toutefois, une amélioration du climat des affaires, notamment grâce à des accords dans les contentieux commerciaux entre les États-Unis et la Chine d'une part, les États-Unis et le Mexique d'autre part, pourrait se traduire par une reprise des investissements des clients de la société.

Confortée par la solidité de son modèle économique et l'adéquation de sa feuille de route aux exigences de l'Industrie 4.0, la société reste confiante sur ses perspectives à moyen terme.

Le Conseil d'Administration  
Le 29 juillet 2019

## COMPLÉMENT D'INFORMATION – DEUXIÈME TRIMESTRE 2019

### COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

#### Commandes de nouveaux systèmes par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2019			2018			Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Licences de logiciels de CFAO et de PLM, dont :	3 775	14%	3 738	4 372	13%	-14%	-14%	
- licences perpétuelles	3 202	12%	3 164	3 411	10%	-6%	-7%	
- licences en mode SaaS <sup>(1)</sup>	573	2%	574	961	3%	-40%	-40%	
Equipements et leurs logiciels	19 744	74%	19 325	25 135	75%	-21%	-23%	
Formation, conseil	2 520	10%	2 497	3 430	10%	-27%	-27%	
Divers	464	2%	463	511	2%	-9%	-9%	
<b>Total</b>	<b>26 504</b>	<b>100%</b>	<b>26 023</b>	<b>33 449</b>	<b>100%</b>	<b>-21%</b>	<b>-22%</b>	
Parité moyenne € / \$	1,12		1,19	1,19				

(1) Le montant correspond aux logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle.

### ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

#### Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2019			2018			Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	26 269	37%	26 300	28 554	39%	-8%	-8%	
- France	4 156	6%	4 157	3 917	5%	+6%	+6%	
Amériques	16 938	24%	16 108	22 027	30%	-23%	-27%	
Asie - Pacifique	21 363	30%	20 884	17 494	24%	+22%	+19%	
Autres pays	5 633	8%	5 725	4 964	7%	+13%	+15%	
<b>Total</b>	<b>70 204</b>	<b>100%</b>	<b>69 016</b>	<b>73 038</b>	<b>100%</b>	<b>-4%</b>	<b>-6%</b>	
Parité moyenne € / \$	1,12		1,19	1,19				

#### Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin							
	2019			2018			Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents, dont :	27 866	40%	27 380	33 223	45%	-16%	-18%	
- licences de logiciels de CFAO et de PLM	3 494	5%	3 451	4 113	6%	-15%	-16%	
- équipements et leurs logiciels	20 641	29%	20 250	25 257	35%	-18%	-20%	
- formation, conseil	3 266	5%	3 216	3 341	5%	-2%	-4%	
- divers	464	1%	463	511	1%	-9%	-9%	
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	42 338	60%	41 636	39 816	55%	+6%	+5%	
- contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM	243	ns	241	93	ns	+161%	+158%	
- contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM	9 522	14%	9 435	9 194	13%	+4%	+3%	
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	14 384	20%	14 102	13 127	18%	+10%	+7%	
- consommables et pièces	18 189	26%	17 859	17 402	24%	+5%	+3%	
<b>Total</b>	<b>70 204</b>	<b>100%</b>	<b>69 016</b>	<b>73 038</b>	<b>100%</b>	<b>-4%</b>	<b>-6%</b>	
Parité moyenne € / \$	1,12		1,19	1,19				

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 30 juin				
	2019 <sup>(1)</sup>		2018 <sup>(2)</sup>	Variation 2019/2018	
	Réel	A cours de change 2018	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>70 204</b>	<b>69 016</b>	<b>73 038</b>	<b>-4%</b>	<b>-6%</b>
Coût des ventes	(19 474)	(19 315)	(20 632)	-6%	-6%
<b>Marge brute</b>	<b>50 729</b>	<b>49 701</b>	<b>52 406</b>	<b>-3%</b>	<b>-5%</b>
(en % du chiffre d'affaires)	72,3%	72,0%	71,8%	+0,5 point	+0,2 point
Frais de recherche et de développement	(5 642)	(5 642)	(5 654)	0%	0%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(35 549)	(35 268)	(36 911)	-4%	-4%
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>9 538</b>	<b>8 791</b>	<b>9 841</b>	<b>-3%</b>	<b>-11%</b>
(en % du chiffre d'affaires)	13,6%	12,7%	13,5%	+0,1 point	-0,8 point
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>9 115</b>	<b>8 367</b>	<b>9 459</b>	<b>-4%</b>	<b>-12%</b>
Impôt sur le résultat	(2 226)	na	(2 591)	-14%	na
<b>Résultat</b>	<b>6 889</b>	<b>na</b>	<b>6 868</b>	<b>0%</b>	<b>na</b>
Parité moyenne € / \$	1,12	1,19	1,19		

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 des notes annexes détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Suite à une évolution du périmètre des équipes de recherche et développement fin 2018, les montants des frais associés en 2018 ont été retraités pour permettre la comparaison avec 2019. Les « Frais de recherche et développement » publiés en 2018 s'élevaient à € 6 031 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 36 533 milliers.

## COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER SEMESTRE 2019

### COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

#### Commandes de nouveaux systèmes par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Licences de logiciels de CFAO et de PLM, dont :	8 241	15%	8 167	8 207	13%	0%	0%
- licences perpétuelles	6 782	13%	6 721	7 076	11%	-4%	-5%
- licences en mode SaaS <sup>(1)</sup>	1 459	3%	1 446	1 132	2%	+29%	+28%
Equipements et leurs logiciels	38 851	72%	37 805	45 850	74%	-15%	-18%
Formation, conseil	5 767	11%	5 672	6 467	10%	-11%	-12%
Divers	1 047	2%	1 039	1 094	2%	-4%	-5%
<b>Total</b>	<b>53 906</b>	<b>100%</b>	<b>52 683</b>	<b>61 619</b>	<b>100%</b>	<b>-13%</b>	<b>-15%</b>
Parité moyenne € / \$	1,13		1,21	1,21			

(1) Le montant correspond aux logiciels vendus sous forme d'abonnement en multipliant la valeur annuelle des contrats correspondants par 2,2. Ce coefficient permet de calculer le montant qu'aurait représenté la commande, si elle avait été signée sous forme d'une licence perpétuelle.

#### Commandes de nouveaux systèmes par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe	19 905	37%	19 912	24 436	40%	-19%	-19%
Amériques	7 306	14%	6 852	17 103	28%	-57%	-60%
Asie - Pacifique	21 271	39%	20 409	16 081	26%	+32%	+27%
Autres pays	5 424	10%	5 509	3 999	6%	+36%	+38%
<b>Total</b>	<b>53 906</b>	<b>100%</b>	<b>52 683</b>	<b>61 619</b>	<b>100%</b>	<b>-13%</b>	<b>-15%</b>
Parité moyenne € / \$	1,13		1,21	1,21			

#### Commandes de nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode	27 455	51%	26 699	32 306	52%	-15%	-17%
Automobile	15 593	29%	15 298	20 477	33%	-24%	-25%
Ameublement	8 502	16%	8 381	5 484	9%	+55%	+53%
Autres industries	2 357	4%	2 305	3 352	5%	-30%	-31%
<b>Total</b>	<b>53 906</b>	<b>100%</b>	<b>52 683</b>	<b>61 619</b>	<b>100%</b>	<b>-13%</b>	<b>-15%</b>
Parité moyenne € / \$	1,13		1,21	1,21			

## ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

### Chiffre d'affaires par région

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	54 249	40%	54 323	56 912	41%	-5%	-5%
- France	8 967	7%	8 972	8 197	6%	+9%	+9%
Amériques	33 038	24%	31 209	38 745	28%	-15%	-19%
Asie - Pacifique	38 211	28%	36 996	35 613	25%	+7%	+4%
Autres pays	11 701	9%	11 815	8 967	6%	+30%	+32%
<b>Total</b>	<b>137 200</b>	<b>100%</b>	<b>134 344</b>	<b>140 236</b>	<b>100%</b>	<b>-2%</b>	<b>-4%</b>
Parité moyenne € / \$	1,13		1,21	1,21			

### Chiffre d'affaires par activité

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin						
	2019			2018		Variation 2019/2018	
	Réel	%	A cours de change 2018	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents, dont :	53 492	39%	52 305	62 112	44%	-14%	-16%
- licences de logiciels de CFAO et de PLM	7 446	5%	7 374	7 836	6%	-5%	-6%
- équipements et leurs logiciels	38 695	28%	37 689	46 611	33%	-17%	-19%
- formation, conseil	6 305	5%	6 203	6 570	5%	-4%	-6%
- divers	1 047	1%	1 039	1 094	1%	-4%	-5%
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	83 709	61%	82 039	78 125	56%	+7%	+5%
- contrats d'abonnement des logiciels de CFAO et de PLM	446	ns	438	157	ns	+183%	+178%
- contrats de maintenance des logiciels de CFAO et de PLM	19 073	14%	18 857	18 569	13%	+3%	+2%
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	28 358	21%	27 680	25 923	19%	+9%	+7%
- consommables et pièces	35 831	26%	35 064	33 474	24%	+7%	+5%
<b>Total</b>	<b>137 200</b>	<b>100%</b>	<b>134 344</b>	<b>140 236</b>	<b>100%</b>	<b>-2%</b>	<b>-4%</b>
Parité moyenne € / \$	1,13		1,21	1,21			

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin				
	2019 <sup>(1)</sup>		2018 <sup>(2)</sup>	Variation 2019/2018	
	Réel	A cours de change 2018	Réel	Données réelles	Données comparables
<b>Chiffre d'affaires</b>	137 200	134 344	140 236	-2%	-4%
Coût des ventes	(37 079)	(36 770)	(39 848)	-7%	-8%
<b>Marge brute</b>	100 122	97 573	100 388	0%	-3%
(en % du chiffre d'affaires)	73,0%	72,6%	71,6%	+1,4 point	+1,0 point
Frais de recherche et de développement	(11 141)	(11 141)	(11 243)	-1%	-1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(71 544)	(70 832)	(72 128)	-1%	-2%
<b>Résultat opérationnel</b>	17 436	15 600	17 017	+2%	-8%
(en % du chiffre d'affaires)	12,7%	11,6%	12,1%	+0,6 point	-0,5 point
<b>Résultat avant impôts</b>	16 846	15 010	16 324	+3%	-8%
Impôt sur le résultat	(4 212)	na	(4 057)	+4%	na
<b>Résultat</b>	12 634	na	12 267	+3%	na
<i>Parité moyenne € / \$</i>	1,13	1,21	1,21		

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 des notes annexes détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Suite à une évolution du périmètre des équipes de recherche et développement fin 2018, les montants des frais associés en 2018 ont été retraités pour permettre la comparaison avec 2019. Les « Frais de recherche et développement » publiés en 2018 s'élevaient à € 11 998 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 71 373 milliers.

## Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2019

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 juillet 2019

Daniel Harari  
Président-Directeur Général

Olivier du Chesnay  
Directeur Financier

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2019 <sup>(1)</sup>	31 décembre 2018	30 juin 2018
Écarts d'acquisition	39 514	39 473	39 313
Autres immobilisations incorporelles	3 894	3 688	3 578
Droits d'utilisation locatifs	18 429	-	-
Immobilisations corporelles	25 680	26 347	25 939
Autres actifs non courants <sup>(2)</sup>	18 557	14 425	17 528
Impôts différés	8 622	9 194	9 576
<b>Total actifs non courants</b>	<b>114 696</b>	<b>93 127</b>	<b>95 934</b>
Stocks	34 519	34 326	34 072
Clients et comptes rattachés	47 660	58 564	47 860
Autres actifs courants <sup>(2)</sup>	16 390	15 447	15 974
Trésorerie et équivalents de trésorerie	104 009	102 223	86 999
<b>Total actifs courants</b>	<b>202 578</b>	<b>210 560</b>	<b>184 905</b>
<b>Total actifs</b>	<b>317 274</b>	<b>303 687</b>	<b>280 839</b>

### PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2019 <sup>(1)</sup>	31 décembre 2018	30 juin 2018
Capital social	32 026	31 847	31 743
Primes d'émission et de fusion	15 210	13 843	13 156
Actions détenues en propre	(325)	(560)	(862)
Écarts de conversion	(9 690)	(9 554)	(9 565)
Réserves et résultats consolidés	134 733	134 802	118 020
<b>Capitaux propres</b>	<b>171 953</b>	<b>170 377</b>	<b>152 491</b>
Engagements de retraite	10 590	9 823	9 775
Obligations locatives à long terme	13 670	-	-
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
<b>Total passifs non courants</b>	<b>24 260</b>	<b>9 823</b>	<b>9 775</b>
Fournisseurs et autres passifs courants	54 745	59 664	57 176
Produits constatés d'avance	54 800	56 225	52 762
Dettes d'impôt exigible	3 121	3 488	5 250
Obligations locatives à court terme	5 139	-	-
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 256	4 110	3 385
<b>Total passifs courants</b>	<b>121 061</b>	<b>123 487</b>	<b>118 573</b>
<b>Total passifs et capitaux propres</b>	<b>317 274</b>	<b>303 687</b>	<b>280 839</b>

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Depuis le 31 décembre 2018, le Groupe présente séparément la part non-courante et la part courante de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche (cf. note 6 ci-après). À ce titre, les montants au 30 juin 2018 ont été retraités de la même façon : un montant de € 15,6 millions a ainsi été reclassé du poste « Autres actifs courants » (qui s'élevait à € 31,6 millions) au poste « Autres actifs non courants » (qui s'élevait à € 1,9 million).

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 <sup>(1)</sup> (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018 <sup>(2)</sup> (six mois)
Chiffre d'affaires	137 200	140 236
Coût des ventes	(37 079)	(39 848)
<b>Marge brute</b>	<b>100 122</b>	<b>100 388</b>
Frais de recherche et développement	(11 141)	(11 243)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(71 544)	(72 128)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>17 436</b>	<b>17 017</b>
Produits financiers	118	40
Charges financières	(312)	(221)
Résultat de change	(397)	(513)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>16 846</b>	<b>16 324</b>
Impôts sur le résultat	(4 212)	(4 057)
<b>Résultat net</b>	<b>12 634</b>	<b>12 267</b>
 (en euros)		
Résultat par action :		
- de base	0,40	0,39
- dilué	0,39	0,38
 Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	31 925 898	31 622 609
- résultat dilué	32 396 256	32 350 781

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

(2) Suite à une évolution du périmètre des équipes de recherche et développement fin 2018, les montants des frais associés en 2018 ont été retraités pour permettre la comparaison avec 2019. Les « Frais de recherche et développement » publiés en 2018 s'élevaient à € 11 998 milliers et les « Frais commerciaux, généraux et administratifs » à € 71 373 milliers.

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 <sup>(1)</sup> (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018 (six mois)
<b>Résultat net</b>	<b>12 634</b>	<b>12 267</b>
Écarts de conversion	(169)	285
Effet d'impôts	33	22
<b>Total éléments qui seront reclassés en résultat net</b>	<b>(136)</b>	<b>307</b>
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	(439)	38
Effet d'impôts	135	(4)
<b>Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>	<b>(304)</b>	<b>34</b>
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>(440)</b>	<b>340</b>
<b>Résultat global</b>	<b>12 194</b>	<b>12 607</b>

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 <sup>(1)</sup> (six mois)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018 (six mois)
<b>I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>		
Résultat net	12 634	12 267
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations <sup>(1)</sup>	5 850	3 104
Éléments non monétaires du résultat	150	376
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	13	(13)
Variation des impôts différés	792	(303)
<b>Capacité d'autofinancement d'exploitation</b>	<b>19 440</b>	<b>15 431</b>
Variation des stocks et en-cours	(689)	(3 226)
Variation des créances clients et comptes rattachés	9 194	7 179
Variation des autres actifs et passifs courants <sup>(2)</sup>	(6 117)	(5 549)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>2 388</b>	<b>(1 596)</b>
Variation des autres actifs non courants d'exploitation <sup>(2)</sup>	(3 483)	(2 812)
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle</b>	<b>18 345</b>	<b>11 023</b>
<b>II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(906)	(887)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 336)	(3 333)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2	19
Coût d'acquisition des sociétés achetées <sup>(3)</sup>	-	(7 102)
Acquisitions d'immobilisations financières <sup>(4)</sup>	(3 533)	(2 502)
Cessions d'immobilisations financières <sup>(4)</sup>	2 920	3 170
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(2 853)</b>	<b>(10 635)</b>
<b>III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire	1 546	1 057
Versement de dividendes	(12 782)	(12 022)
Achats par la société de ses propres actions	(2 909)	(3 075)
Ventes par la société de ses propres actions	3 264	2 491
Remboursement des dettes locatives <sup>(1)</sup>	(2 965)	-
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(13 846)</b>	<b>(11 549)</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>1 646</b>	<b>(11 161)</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>102 223</b>	<b>98 134</b>
Variation de la trésorerie	1 646	(11 161)
Incidence des variations de cours de change	140	25
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>104 009</b>	<b>86 999</b>
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	18 345	11 023
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 853)	(10 635)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	0	7 102
- Remboursement des dettes locatives <sup>(1)</sup>	(2 965)	-
<b>Cash-flow libre</b>	<b>12 527</b>	<b>7 490</b>
Impôts (payés) / remboursés, nets	(2 151)	(1 481)
Intérêts (payés) sur dettes locatives	(66)	-
Intérêts (payés)	-	-

- (1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe. Les principaux agrégats impactés dans le tableau des flux de trésorerie sont les dotations aux amortissements et le remboursement des dettes locatives.
- (2) Le Groupe présente désormais séparément la part non-courante et la part courante de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche. Ainsi, la ligne « Variation des autres actifs non courants d'exploitation » correspond au crédit d'impôt recherche de la période après imputation sur l'impôt à payer de Lectra SA, qui lui sera remboursé au cours de la quatrième année. À ce titre, les montants au 30 juin 2018 ont été retraités de la même façon : la ligne « Variation des autres actifs non courants d'exploitation » n'existait pas, et la ligne « Variation des autres actifs et passifs courants » était négative à € 8,4 millions.
- (3) Au 30 juin 2018, ce montant correspond au coût d'acquisition de la société Kubix Lab, net de trésorerie acquise (cf. note 3 ci-après).
- (4) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

## TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>31 571 096</b>	<b>1,00</b>	<b>31 571</b>	<b>12 270</b>	<b>(298)</b>	<b>(9 872)</b>	<b>117 538</b>	<b>151 209</b>
Résultat net							12 267	12 267
Autres éléments du résultat global						307	34	340
<b>Résultat global</b>						<b>307</b>	<b>12 301</b>	<b>12 607</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	171 594	1,00	172	886				1 057
Valorisation des options de souscription d'actions							216	216
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(564)			(564)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(13)	(13)
Dividendes							(12 022)	(12 022)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2018</b>	<b>31 742 690</b>	<b>1,00</b>	<b>31 743</b>	<b>13 156</b>	<b>(862)</b>	<b>(9 565)</b>	<b>118 020</b>	<b>152 491</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2018</b>	<b>31 571 096</b>	<b>1,00</b>	<b>31 571</b>	<b>12 270</b>	<b>(298)</b>	<b>(9 872)</b>	<b>117 538</b>	<b>151 209</b>
Résultat net							28 740	28 740
Autres éléments du résultat global						318	102	420
<b>Résultat global</b>						<b>318</b>	<b>28 842</b>	<b>29 159</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	275 661	1,00	276	1 573				1 849
Valorisation des options de souscription d'actions							493	493
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(262)			(262)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(49)	(49)
Dividendes							(12 022)	(12 022)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2018</b>	<b>31 846 757</b>	<b>1,00</b>	<b>31 847</b>	<b>13 843</b>	<b>(560)</b>	<b>(9 554)</b>	<b>134 802</b>	<b>170 377</b>
Résultat net							12 634	12 634
Autres éléments du résultat global						(136)	(304)	(440)
<b>Résultat global</b>						<b>(136)</b>	<b>12 330</b>	<b>12 194</b>
Exercices d'options de souscription d'actions	179 210	1,00	179	1 367				1 546
Valorisation des options de souscription d'actions							303	303
Vente (achat) par la société de ses propres actions					235			235
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							79	80
Dividendes							(12 782)	(12 782)
<b>Capitaux propres au 30 juin 2019 <sup>(1)</sup></b>	<b>32 025 967</b>	<b>1,00</b>	<b>32 026</b>	<b>15 210</b>	<b>(325)</b>	<b>(9 690)</b>	<b>134 733</b>	<b>171 953</b>

(1) Le Groupe applique IFRS 16 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ayant opté pour la méthode de transition rétrospective simplifiée, les états financiers des périodes précédentes n'ont pas été retraités rétrospectivement. La note 2 ci-après détaille les impacts de cette nouvelle norme sur les états financiers du Groupe.

## NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2019

### 1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, chaussures et bagages, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext-Paris.

#### *Modèle économique*

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

#### *Implantation mondiale*

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale. Le Groupe accompagne ses clients au travers de son réseau de 32 filiales commerciales et de services, unique au regard de ses concurrents, ce qui lui permet de réaliser en direct plus de 90 % de son chiffre d'affaires.

Lectra dispose également d'un *International Advanced Technology & Conference Center* à Bordeaux-Cestas (France), où elle reçoit des clients du monde entier, et de cinq *Call centers* internationaux, basés à Bordeaux-Cestas, Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine).

#### *Clients*

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

### *Produits et services*

Lectra commercialise des solutions technologiques intégrant logiciels, équipements de découpe automatique et services associés. L'offre de Lectra a pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Ses logiciels et équipements, y compris leur partie électronique, sont conçus et développés par la société.

Les machines sont assemblées à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testées sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux *Calls centers* de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil.

En outre, le Groupe commercialise des consommables et pièces pour ses découpeurs.

### *Collaborateurs*

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 750 collaborateurs dans le monde – près de 870 en France et de 890 dans les filiales commerciales et de services. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

## **2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_fr](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr)

Les états financiers consolidés condensés au 30 juin 2019 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, disponibles sur [lectra.com](http://lectra.com).

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2018, à l'exception de la norme IFRS 16 présentée ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 juillet 2019 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes. Ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

### *Changements de méthode*

Le Groupe applique, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les différents changements de méthodes comptables exposés ci-après. Seule l'application d'IFRS 16 a un impact pour le Groupe.

#### *Application d'IFRS 16 – Contrats de location*

Le Groupe applique, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la norme IFRS 16 – *Contrats de location*.

Le Groupe est locataire de ses bureaux dans la plupart des pays où il opère, à l'exception notable du site de Bordeaux-Cestas, dont il est propriétaire. Par ailleurs, les contrats de location dans le champ d'application d'IFRS 16 concernent également des véhicules et des équipements informatiques.

Jusqu'alors chaque contrat de location était qualifié soit de location-financement, soit de location simple avec un traitement comptable propre à chaque catégorie. En application d'IFRS 16, tous les contrats

de location sont désormais reconnus à l'actif par la constatation d'un droit d'utilisation et au passif par une dette correspondant à la valeur actualisée des loyers futurs. La norme prévoit toutefois des exemptions pour les contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois) ou ceux portant sur des actifs de faible valeur (seuil défini par le Groupe à 5 000 dollars américains), utilisées par le Groupe.

La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes couvertes par les options de renouvellement qui sont raisonnablement certaines d'être exercées et par les options de résiliation qui seront raisonnablement certaines de ne pas être exercées.

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe correspondent aux taux qui s'appliqueraient aux sociétés du Groupe si elles devaient emprunter (taux marginal d'emprunt). Pour les deux principales devises utilisées par le Groupe, les taux d'endettement marginaux moyens pondérés ressortent à 0,30 % pour l'euro et 3,03 % pour le dollar américain.

Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode de transition rétrospective simplifiée qui consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des dettes de loyers, ajusté du montant des loyers payés d'avance et des avantages reçus des bailleurs. Par ailleurs, les mesures de simplification suivantes ont été appliquées à la transition :

- Les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un droit d'utilisation et d'une dette locative ;
- Un taux d'actualisation unique est utilisé pour un portefeuille de contrats homogène. Les taux d'actualisation appliqués sont basés sur des taux marginaux d'emprunt par société et par devise tenant compte notamment des environnements économiques spécifiques à chaque pays. Par ailleurs, les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant les durées résiduelles des contrats.

Les principaux impacts de la première application d'IFRS 16 sur le bilan d'ouverture sont les suivants :

- La comptabilisation des droits d'utilisation et des obligations locatives, pour un montant € 19,2 millions ;
- Le reclassement des loyers payés d'avance en augmentation des droits d'utilisation pour un montant de € 0,1 million ;
- L'annulation de loyers différés correspondant à des franchises de loyer passées, en contrepartie d'une diminution des droits d'utilisation pour € 0,5 million.

L'impact de l'application de la norme est négligeable sur le compte de résultat. Afin de maintenir la comparabilité du cash-flow libre avec les périodes précédentes, ce dernier a été retraité du montant de remboursement des dettes locatives.

### *Principales autres normes et interprétations*

L'application des amendements à IAS 19 (modification, réduction ou liquidation d'un régime) et celle d'IFRIC 23 (incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat) est sans impact sur les comptes du Groupe.

### *Saisonnalité*

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

## Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et immobilisations, l'évaluation des impôts différés actifs et les jugements et estimations liés à la reconnaissance du chiffre d'affaires.

## Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements de CFAO, logiciels de CFAO et de PLM, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus (mises à jour de ceux-ci).

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de CFAO (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante de ces équipements et qui fait partie de la capacité à fonctionner de ceux-ci : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, régulièrement vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- L'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- Les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- Les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation de la production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- Concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore prévues. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance / assistance et des évolutions car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance / assistance et d'évolution ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

La société détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire de la société, reflétant les coûts attendus plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique du matériel telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels spécialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Les équipements sont conçus, fabriqués et assemblés par le Groupe à partir de pièces ou sous-ensembles achetés auprès de sous-traitants. Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles ne constituent que des *inputs* utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

#### Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

#### Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

#### Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

### Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des dettes locatives comptabilisées selon IFRS 16.

### Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

### Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution). Il s'agit des régions : Amériques ; Europe du Nord, de l'Est et Moyen Orient ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute, et par conséquent son résultat opérationnel, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

### 3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2019, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 29 sociétés consolidées par intégration globale.

En janvier 2018, le Groupe avait acquis la société italienne Kubix Lab. L'acquisition de l'intégralité du capital social de Kubix Lab avait été réalisée pour un montant de € 7,2 millions.

La part conditionnelle de ce montant ayant été versée sur un compte séquestre, et la société considérant la probabilité d'atteinte des objectifs comme élevée, le coût du rachat par Lectra a été intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, net de la trésorerie acquise, pour un montant de € 7,1 millions.

La société Kubix Lab est consolidée par intégration globale depuis le 26 janvier 2018.

Enfin, la comptabilité d'acquisition a été finalisée et le principal impact sur les états financiers du Groupe est la comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de € 7,0 millions.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier semestre 2019 ou de l'exercice 2018.

La société a annoncé le 15 juillet l'acquisition de la société belge Retviews (cf. communiqué du même jour). Cette dernière sera consolidée par intégration globale à compter de cette date.

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2019, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,6 million, la valeur totale de leur actif à € 2,9 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 juin 2019.

### 4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 <sup>(1)</sup> (en milliers d'euros)	Europe du Nord <sup>(2)</sup>	Europe du Sud <sup>(3)</sup>	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	25 970	37 243	33 038	40 949	-	137 200
Résultat opérationnel	2 451	6 391	4 737	4 506	(649)	17 436

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018 <sup>(1)</sup> (en milliers d'euros)	Europe du Nord <sup>(2)</sup>	Europe du Sud <sup>(3)</sup>	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	28 396	35 812	38 744	37 284	-	140 236
Résultat opérationnel	3 015	5 922	6 333	2 689	(942)	17 017

(1) Suite à la réorganisation des filiales de Lectra en quatre grandes régions en janvier 2019, les secteurs opérationnels ont été revus, et les montants 2018 retraités en conséquence. Dans les tableaux donnant la répartition géographique du chiffre d'affaires du Groupe, les « autres pays » ont ici été répartis sur les régions Europe du Nord, Europe du Sud et Asie-Pacifique.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie et Moyen-Orient.

(3) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

## 5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	12 527	-	12 527
Augmentations de capital <sup>(1)</sup>	1 546	-	1 546
Achat et vente par la société de ses propres actions <sup>(2)</sup>	355	-	355
Versement de dividendes	(12 782)	-	(12 782)
Effet de la variation des devises – divers	140	-	140
<b>Variation de la période</b>	<b>1 786</b>	<b>-</b>	<b>1 786</b>
Situation au 31 décembre 2018	102 223	-	102 223
Situation au 30 juin 2019	104 009	-	104 009
<b>Variation de la période</b>	<b>1 786</b>	<b>-</b>	<b>1 786</b>

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 7)

Le cash-flow libre au 30 juin 2019 s'élève à € 12,5 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 19,4 millions, d'investissements de € 2,9 millions et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de € 2,4 millions. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de € 3,5 millions (correspondant à la portion du crédit d'impôt recherche du premier semestre 2019, non encaissé et non imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, à ces montants, afin d'assurer la comparabilité du cash-flow libre publié, il convient d'ajouter le remboursement des dettes locatives (au sens de la norme IFRS 16) de € 3,0 millions.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- € 9,2 millions proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + € 0,7 million provient de la hausse des stocks ;
- + € 4,6 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2018, majoritairement payée en 2019, et celle, comptabilisée au cours du premier semestre 2019 et qui sera payée en 2020 ;
- + € 1,5 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2019 est négatif de € 14,1 millions. Il comprend la part courante (€ 5,7 millions) de la créance de € 21,4 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

## 6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année (avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019), lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente désormais séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (€ 4,5 millions) du premier semestre 2019 a été comptabilisé mais non encaissé.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs à l'exercice 2018 et aux exercices antérieurs ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 30 juin 2019, Lectra SA détient une créance de € 21,4 millions sur le Trésor public français (dont € 15,7 millions classés parmi les autres actifs non courants), composée du seul solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2019 (€ 3,5 millions), 2018 (€ 5,0 millions), 2017 (€ 4,5 millions), 2016 (€ 2,6 millions) et 2015 (€ 5,7 millions).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2019 (crédit d'impôt 2015), 2020 (crédit d'impôt 2016), 2021 (crédit d'impôt 2017), 2022 (crédit d'impôt 2018) et 2023 (crédit d'impôt 2019). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

## 7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la société a acheté 136 071 actions et en a vendu 151 962 aux cours moyens respectifs de € 21,38 et de € 21,48 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 juin 2019, elle détenait 14 888 de ses propres actions (soit 0,05 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 21,81, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

## 8. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Trésorerie disponible	74 009	72 223
Équivalents de trésorerie	30 000	30 000
Emprunts et dettes financières	-	-
<b>Trésorerie nette</b>	<b>104 009</b>	<b>102 223</b>

Le Groupe n'a pas d'emprunts ni de dettes financières. De ce fait, la trésorerie nette est égale à la somme de la trésorerie disponible et des équivalents de trésorerie.

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ne sont pas considérées comme des dettes financières ici.

## 9. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2018.

Au cours du premier semestre 2019, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de \$ 1,13 / € 1.

### Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2019 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 1,0 million, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour le reste de l'exercice 2019.

## 10. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

### Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

### Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2018 des devises concernées, notamment \$ 1,15 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à \$ 1,10 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2019 d'environ € 4,6 millions et du résultat opérationnel annuel de € 3,0 millions. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,20 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

À la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,11 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
**« Crystal Park »**  
**63, rue de Villiers**  
**92208 Neuilly-sur-Seine**

**KPMG SA**  
**Domaine de Pelus**  
**11, rue Archimède**  
**33692 Mérignac Cedex**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE  
SEMESTRIELLE**

**(Période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2019)**

Aux Actionnaires de la société Lectra S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lectra S.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose les incidences sur le bilan d'ouverture de la première application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 29 juillet 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA

KPMG SA

Matthieu Moussy

Jean-Pierre Raud